

Axer la formation supérieure sur les besoins des PME

En qualité de principale organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers (Usam) tient à un système de formation de haute qualité qui soit socialement et économiquement efficace à tous les niveaux et réponde aux nouvelles normes constitutionnelles sur la formation. Cela implique notamment la reconnaissance de l'équivalence des formations professionnelles et purement scolaires et par là même l'égalité de traitement des deux voies de formation. Il ne s'agit pas d'uniformiser des cultures différentes, bien au contraire. L'objectif à long terme des écoles supérieures, quelles qu'elles soient, doit être d'offrir des cursus d'études de la meilleure qualité qui répondent aux besoins de la société et de l'économie tout en étant reconnus tant au niveau national qu'international.



Hans-Ulrich Bigler
Directeur de l'Union
suisse des arts et métiers
usam, Berne

La loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (HES), introduite en 1995, était associée à l'idée d'une formation «équivalente, mais différente» de celle des universités. La création de la maturité professionnelle et des HES a élargi les possibilités de perfectionnement professionnel; jusque-là, pour obtenir un diplôme reconnu au niveau fédéral, il n'existait que la formation professionnelle supérieure du degré tertiaire (tertiaire B).

Une formation efficace axée sur le marché du travail

En matière de hautes écoles aussi, les PME dépendent d'un système de formation efficace et axé sur le marché du travail. En voici les points importants:

1. Les HES sont fondées sur un système de formation dual qui a fait ses preuves et dont la maturité professionnelle constitue la «voie royale». Cet accès, ainsi que les passerelles, doivent être clairement ancrés et réglementés dans la loi.
2. La formation professionnelle supérieure est une importante voie de formation continue, surtout pour les PME, et ne doit pas subir une concurrence biaisée de la part des hautes écoles.
3. Le monde économique, où se pratique l'acquisition des connaissances et qui est reconnu comme un partenaire dans l'article 1 de la loi fédérale sur la formation professionnelle, doit être considéré comme prioritaire et efficace.

Il est impératif que l'économie soit représentée au Conseil des hautes écoles

Le projet de loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE) ne tient pas assez compte de ces exigences, notamment du fait que la compétence décisionnelle est principalement donnée au Conseil des hautes écoles, une sorte de comité de la Conférence des hautes écoles. De ce fait, l'influence des milieux extérieurs dans le paysage des hautes écoles suisses a été diminuée de manière significative.

Le Conseil se compose de quatorze représentants des gouvernements des cantons abritant des universités, des HES et des hau-

tes écoles pédagogiques sous la direction d'un conseiller fédéral. Toutefois, l'économie n'étant absolument pas représentée dans cet organe et, par là même, ne pouvant plus exercer d'influence sur les HES, l'Usam exige avec force que le Conseil des hautes écoles soit élargi pour compter quatre membres de l'économie. Sans cela, cette voie royale de la formation professionnelle que sont les HES conserverait certes son profil propre, mais l'implication de l'économie, indispensable tant au niveau de l'enseignement que de la recherche serait réduite à son minimum.

De la qualité et des bonnes pratiques

L'Usam reconnaît bien entendu le mandat constitutionnel visant à créer un paysage suisse des hautes écoles homogène. Les prescriptions de la Constitution sont claires: «La Confédération et les cantons veillent ensemble à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans l'espace suisse des hautes écoles. Ce faisant, ils tiennent compte de l'autonomie des hautes écoles et des différentes collectivités responsables, et veillent à l'égalité de traitement des institutions assumant des tâches de même nature».

Il en résulte que les universités proposent aujourd'hui une vaste palette d'études peu coordonnée, leurs bases sont cantonales, elles n'ont que peu de directives fédérales et disposent donc d'une grande autonomie. Les EPF disposent d'une offre plutôt ciblée, leurs bases sont nationales, mais elles restent très autonomes et bénéficient de moyens financiers substantiels. Enfin, les HES sont axées sur la pratique, ce qui fait leur force; leurs bases sont régionales et elles ne disposent que d'une autonomie partielle en raison d'un règlement fédéral strict, ce qui ne les empêche pas d'être très dynamiques.

Qu'il s'agisse d'universités ou de HES, les institutions ne devraient ni faire le lit de «l'esprit cantonal» ni servir à l'épanouissement de quelques professeurs. Notre pays est trop petit pour pouvoir se permettre une surenchère de cursus d'études supérieures de moyenne qualité et de trop petits centres de recherche – et cela vaut pour l'ensemble du secteur de formation supérieure. C'est la raison pour laquelle il faut que la LAHE pose dès maintenant des jalons en ce sens. ■